

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 03/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMMUNAUTE DE COMMUNES CHARTREUSE GUIERS**

Communauté de Communes Coeur de Chartreuse - Zone Industrielle Chartreuse Guiers  
38380 Entre-deux-Guiers

Références : 2024 – Is119SS  
Code AIOT : 0006108645

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans la déchetterie exploitée par la Communauté de Communes Coeur de Chartreuse sur la commune d'Entre-Deux-Guiers. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de Communes Chartreuse Guiers
- Déchetterie Z.I. Chartreuse Guiers Chemin des Bauches 38 380
- Code AIOT : 0006108645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté de communes Coeur de Chartreuse exploite une déchetterie sur la commune d'Entre-deux-Guiers, elle peut accueillir 500 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux (rubrique 2710-2-a, sous le régime de l'enregistrement) et 10 tonnes de déchets dangereux (rubrique 2710-1-a, sous le régime

de l'autorisation), selon l'arrêté préfectoral n° 2009-05725 du 5 août 2009 modifié par l'arrêté préfectoral n°2015 du 8 juin 2015.

La dernière inspection par la DREAL a été effectuée le 18/12/2014.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 6.2 et 9.1.1 ;	Demande d'action corrective	6 mois
9	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 4.3.5, arrêté du 02/02/1998 (art 32 et 58)	Demande d'action corrective	6 mois
10	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
11	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
12	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20.	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites dernière inspection	Autre du 18/12/2014	Sans objet
2	Volume des activités classées	Arrêté Préfectoral du 08/06/2015, article 1	Sans objet
3	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 5.1.2 ; Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42.	Sans objet
4	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 5.1.4 ; Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 7.3.3 Arrêté du 02/02/1998 (art 10)	Sans objet
7	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté ministériel du 26/03/2012, art 21	Sans objet
8	Plan des réseaux	arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale la déchetterie d'Entre-deux-Guiers est bien exploitée et entretenue, plusieurs actions correctives doivent cependant être mises en œuvre dans un délai de 6 mois :

- contrôle des émissions sonores de l'installation ;
- analyse chimique des eaux résiduaires au niveau du séparateur d'hydrocarbures du bassin sud ;
- mise en place d'un dispositif de détection d'incendie ;
- établissement d'un plan de secours incendie et organisation régulière d'exercice incendie en lien avec le SDIS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites dernière inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2014
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suites dernière inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>
Réponses aux demandes formulées lors de la dernière inspection
<b>Constats :</b>
L'exploitant a répondu à l'ensemble des demandes de l'inspection des installations classées concernant : la procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations ; les consignes relatives à l'utilisation des moyens d'extinction d'incendie ; le rapport de nettoyage du séparateur d'hydrocarbures ; la justification du débit de 60 m <sup>3</sup> /h de la borne incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Volume des activités classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2015, article 1 + art R.511-9 du CE
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>
Rubriques, nature et volume des activités
<b>Constats :</b>
<p>Le tonnage annuel global de déchets gérés par la communauté de communes Coeur de Chartreuse (déchets dangereux et non dangereux) est de 6390 tonnes (dont 200 tonnes pour la déchetterie de Saint-Pierre-d'Entremont).</p> <p>Les activités de la déchetterie ont été autorisées par l'arrêté préfectoral 2009-05725 du 5 août 2009, mis à jour en 2015.</p> <p>Suite aux diverses évolutions de la nomenclature des ICPE relatives aux installations de collecte et de traitement de déchets, les activités de la déchetterie relèvent aujourd'hui des rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rubrique 2710-1-a : 10 tonnes (seuil d'autorisation 7 t)</li> <li>• rubrique 2710-2-a (ancienne rubrique 2710-1-b) : 500 m<sup>3</sup> (supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup> :</li> </ul>

### régime de l'enregistrement

Le régime de classement du site n'a pas évolué et relève toujours de l'autorisation mais le tableau des activités doit être mis à jour.

Le volume d'activité susceptible d'être présent au titre de la rubrique 2710-2 étant supérieur à 300 m<sup>3</sup>, l'exploitant doit respecter l'arrêté ministériel du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Séparation des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 5.1.2, arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Séparation des déchets

#### **Prescription contrôlée :**

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.

Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.

#### **I. Réception et entreposage.**

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.

#### **Constats :**

Les différents déchets sont séparés.

Les déchets dangereux sont stockés dans une pièce fermée dans un bâtiment ventilé, clos.

A noter le réaménagement en cours de la zone de stockage des déchets dangereux.

- Déchets dangereux présents dans le local protégé : peintures, solvants, huiles végétales et minérales, piles, batteries, filtres, aérosols, capsules de café, cartouches d'encre.

- Bennes présentes sur le site : amiante (benne couverte), papiers, cartons, ferraille, plâtre, bois brut, gravats, déchets verts, gros électro-ménager, DEEE (fermé), bois peint, aggloméré,

encombrants, pneus, ameublement, néons.
Points d'apport volontaire (Moloch) : 2 pour le verre, 1 pour les emballages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 5.1.4, arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition ;</li> <li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- l'identité du transporteur ;</li> <li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un document (bilan 2023 des flux) précisant les flux transitant par la déchetterie et le tonnage par filière de traitement ou élimination des déchets, ce qui n'appelle pas d'observation particulière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 6.2 et 9.1.1. / Arrêté Ministériel du 26/03/12, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'urgence et niveaux limites de bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit respecter les niveaux limites de bruit réglementaires en limite de propriété de l'établissement pour les différentes périodes de la journée, et les urgences réglementaires dans les zones à urgence réglementée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas réalisé de mesures des émissions sonores depuis le contrôle effectué en 2015 qui n'avait pas montré d'anomalie. Une mesure du niveau de bruit et de l'urgence doit être effectuée au moins tous les trois ans (art 9.1.1 de l'AP du 05/08/2009).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 7.3.3, arrêté du 02 février 1998 (art 10)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :  - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.  II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action

physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

**Constats :**

Les différents déchets dangereux sont stockés sur des rétentions adaptées, les huiles usagées sont stockées dans une cuve double paroi.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressource en eau

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

(...)

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

**Constats :**

<p>L'exploitant dispose d'une borne incendie de débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h, situé en limite de site (&lt; 100 m), à proximité d'une réserve incendie - en partie remplie le jour de l'inspection - et d'extincteurs répartis dans la déchetterie et contrôlés (dernier contrôle en 2023). Le contrôle du débit de la borne incendie a été effectué en 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des réseaux de la déchetterie et de la ZI Chartreuse Guiers mis à jour a été présenté à l'inspection des installations classées, ainsi qu'un document précisant les principes de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble de la zone industrielle.</p> <p>Figurent notamment les points singuliers suivants : les séparateurs d'hydrocarbures, les bornes incendie, la réserve incendie, les bassins d'eaux pluviales, la vanne de rejet au Guiers mort.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 4.3.5, arrêté du 02/02/1998 (art 32 et 58)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies dans l'arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MES : 35 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 30 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10mg/l</li> <li>- DCO : 125 mg/l</li> </ul> <p>La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont</p>

aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention sur les 3 séparateurs d'hydrocarbures de la zone d'activité ZI Chartreuse Guiers (en date du 30/11/2023), dont le séparateur du bassin de rétention sud auquel sont raccordés les réseaux de la déchetterie (aspiration, lavage, vérification du bon fonctionnement), ainsi que le bordereau de suivi des déchets dangereux.</p> <p>Le regard du séparateur d'hydrocarbures du bassin sud a été ouvert, pas d'observation à formuler.</p> <p>A noter cependant l'absence d'analyse des rejets d'eaux résiduaires définis dans l'AP d'autorisation de la déchetterie pour vérifier le respect des valeurs limites en concentration définies dans l'arrêté d'autorisation (MES, DBO5, hydrocarbures totaux, DCO).</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé au moins une fois par an une analyse des rejets d'eau et mettre en place des mesures et moyens correctifs en cas de dépassement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 01/07/2024, l'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore réalisé son plan de défense incendie suite à la parution de l'arrêté du 22/12/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas encore mis en oeuvre d'exercice de défense incendie. La manoeuvre de la vanne de rejet au Guiers mort en sortie du bassin de rétention sud mériterait d'être intégrée à l'exercice incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 12 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et surveillance.
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. (...)
<b>Constats :</b>  La déchetterie n'est pas équipée de dispositif de détection automatique de départ d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois